Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains du 5 octobre 2016

n° 19227

L'Union Sauvez la Roumanie (USR) soutient la reconduite de Dacian Cioloș en tant que Premier ministre après les élections législatives.
Visite en Roumanie de Michel Barnier, négociateur en chef de l'Union européenne chargé des négociations avec le Royaume-Uni

Qui sera le prochain Premier ministre ? La presse a amplement commenté les déclarations du Président roumain Klaus Iohannis, qui a annoncé qu'il ne désignerait pas au poste de Premier ministre, après les élections législatives du 11 décembre, une personne faisant l'objet de poursuites ou de condamnations pénales, ou ayant d'autres problèmes intégrité. Les médias passent en revue les dirigeants politiques qui ne remplissent pas les conditions annoncées par le Président. Plusieurs voix sociales-démocrates, dont notamment Gabriela Firea, maire de Bucarest, avaient exprimé par le passé leur soutien à Liviu Dragnea, président du Parti social-démocrate (PSD),. condamné à deux ans de prison avec sursis pour fraude électorale, et jugé dans le cadre d'une deuxième affaire de trafic d'influence. Liviu Dragnea a accusé hier le Président d'implication dans la campagne électorale et de violation de la Constitution (*Gândul.info*). L'ancien Premier ministre Victor Ponta (PSD), soutenu par le parti « Roumanie unie » (PRU) pour devenir à nouveau chef du Gouvernement, est à son tour également jugé et poursuivi dans le cadre de deux affaires de corruption. Călin Popescu Tăriceanu, président de l'Alliance des libéraux et démocrates (ALDE), est lui aussi mis en accusation et sera jugé pour faux témoignage et complicité de faits de corruption (*Adevărul*). Enfin, l'ancien Président Traian Băsescu, chef du parti « Mouvement populaire » (PMP), soutenu par sa formation politique pour diriger le prochain Gouvernement, est poursuivi pour blanchiment (*DIGI 24*).

Nicușor Dan, président de l'Union Sauvez la Roumanie (USR), a déclaré aujourd'hui que les partis qui partageaient la même vision sur le développement de la Roumanie que l'actuel Premier ministre Dacian Cioloș devraient soutenir publiquement et ouvertement la reconduite de celui-ci après les élections législatives du 11 décembre. « Je pense que monsieur Cioloș bénéficie d'une forte confiance populaire Beaucoup de Roumains ont vu en lui un espoir de changement et s'attendent à ce qu'il continue à la tête du Gouvernement ». (*Agerpres*).

Brexit. Michel Barnier, négociateur en chef de l'Union européenne chargé des négociations avec le Royaume-Uni, a effectué aujourd'hui une visite à Bucarest pour s'entretenir avec le Premier ministre Dacian Cioloș et le ministre des Affaires étrangères Lazăr Comănescu,. Le chef du Gouvernement roumain a déclaré à cette occasion que la Roumanie souhaitait faire partie du « noyau de l'intégration européenne », ayant les moyens et la volonté politique nécessaires pour apporter de la valeur ajoutée au débat sur l'avenir de l'UE (*Agerpres*, *Agerpres*, *PRO TV*).

Le ministre de l'Education, accusé d'avoir collaboré avec la Securitate. Deux médias (*Evenimentul Zilei* et *Adevărul*) ont publié hier des informations selon lesquelles Mircea

Dumitru, ministre de l'Education, aurait été collaborateur de l'ancienne Securitate, service secret du régime communiste. Selon ces informations, Mircea Dumitru aurait signé un engagement de collaboration en 1980, alors qu'il était étudiant à l'Université de Bucarest, son nom de collaborateur ayant été « Negulescu ». Le Conseil national d'étude des archives de l'ancienne Securitate (CNSAS) a réagi aux informations rappelant qu'une décision avait été délivrée en 2007 attestant le fait que Mircea Dumitru n'avait pas collaboré avec la Securitate (*DIGI 24*). Liviu Iolu, porte-parole du Gouvernement, a affirmé que le CNSAS devait se prononcer le plus rapidement possible sur les informations et les preuves publiées par les médias sur Mircea Dumitru (*Agerpres*). Le ministre de l'Education a annoncé de son côté qu'il attaquerait en justice les auteurs de ces « déclarations diffamatoires »(*Agerpres*).**Privatisations**. Le Gouvernement roumain a annoncé hier dans un mémorandum son intention d'attirer des investisseurs privés dans les actionnariats de plusieurs entreprises d'Etat comme Hidroelectrica, le complexe énergétique Oltenia (CEO), CFR Marfă, la compagnie nationale des aéroports de Bucarest ou encore l'administration des ports maritimes de Constanţa (CN APM). En même temps, l'Etat souhaite diminuer sa participation à Rompetrol et vendre entièrement ses participations à l'usine de seringues jetables *Sanevit2003* et à 22 entreprises proposées par l'Administrations des domaines de l'Etat (ADS) (*Evenimentul Zilei*). Selon *EurActiv.ro*, il y a peu de chances que les processus de vente commencent avant les élections législatives. (Lire aussi sur *Le Petit Journal de Bucarest*).

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- Portrait de Mădălina Creuset, chirurgienne roumaine qui travaille en France à la Polyclinique de la Baie en Normandie (*Adevărul*).

- Le réalisateur Olivier Assayas, invité du festival « Les Films de Cannes à Bucarest » (14-23 octobre) (*RFI Roumanie*).

- « Stéphane Roy-de-Lachaise, président Michelin Europe centrale et orientale : Les usines roumaines sont compétitives et ont une forte contribution à la stratégie de croissance du groupe » (*Ziarul Financiar*).

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie